

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 01 – du 4 janvier au 11 janvier 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTES - L'IMPACT DES PERTURBATIONS EN MER ROUGE POURRAIT S'AGGRAVER

La série d'attaques houthies contre des navires en mer Rouge depuis le début du conflit Israël/Hamas a entraîné la perturbation du trafic sur le canal de Suez, directement affecté par les désordres dans le détroit de Bab-el-Mandeb qui constitue la porte d'entrée sud des navires vers la mer Rouge. Le canal représentait en 2021 plus de 10 % du trafic maritime et 22 % du transport de conteneurs ainsi que 10 % du commerce total du pétrole par voie maritime et 8 % du commerce mondial du GNL. Environ 65 navires l'empruntent en moyenne chaque mois.

LE CHIFFRE À RETENIR

-25%

BAISSE DU TRAFIC DU
CANAL DE SUEZ

Le contournement du canal a été annoncé par les principaux armateurs internationaux et certains pétroliers dès le 16 décembre 2023. Ce contournement demeure toutefois partiel et une partie des flottes reste immobile, dans l'attente d'une amélioration sécuritaire. La moyenne du nombre de navires sur la période courant du 22 décembre 2023 au 8 janvier 2024 a connu une chute de l'ordre de 25 %, tombant à 54 navires/jour.

Les décisions des armateurs sont tributaires de l'évolution de la situation sécuritaire. Le surcoût des primes d'assurance pourrait également alimenter de potentiels arbitrages en faveur de la suspension du passage sur le canal. La préférence des armateurs restant en partie conditionnée à l'optimisation de leurs frais, l'Autorité du canal de Suez a ainsi annoncé une baisse partielle et temporaire des droits de passage allant de 30 à 75 %.

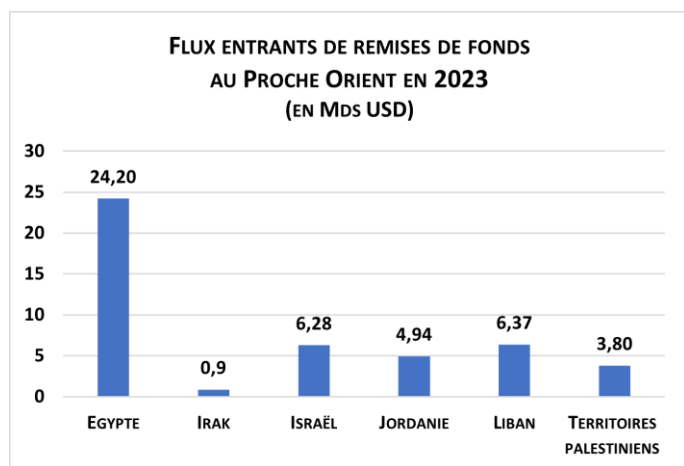
Les perturbations du trafic sur le canal de Suez contribuent à assombrir les perspectives d'une économie égyptienne déjà en crise. Pour l'économie égyptienne, le canal revêt une importance cruciale. Troisième rente en devises étrangères du pays, ses recettes s'élèvent à 8,8 Mds USD en 2022/23 soit 2,2 % du PIB. Pressions supplémentaires donc, dans un pays déjà confronté à des tensions croissantes sur ses deux principales rentes en devises, le tourisme et les transferts de la diaspora. Si le trafic chute de 25 % pendant un mois entier, ces perturbations en mer Rouge pourraient représenter un manque à gagner d'environ 300 M USD. De surcroît, ces instabilités viennent renforcer l'attentisme d'investisseurs étrangers, déjà inquiets des fragilités de l'économie égyptienne, y compris sur les marchés des capitaux. Si la situation venait à perdurer, ses conséquences contrarieraient aussi les efforts de l'Égypte visant à renforcer son positionnement de hub logistique, industriel et énergétique.

Service Économique du Caire

RÉGION

1. LÉGÈRE DIMINUTION DES REMISES DE FONDS AU PROCHE-ORIENT EN 2023.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale et du KNOMAD (*Global Knowledge Partnership on Migration and Development*) portant sur les remises de fonds effectuées à travers le monde en 2023, le montant des remises de fonds au Proche-Orient aurait baissé de -10% entre 2022 et 2023. Cela s'explique dans certains pays par l'utilisation de circuits non-officiels de transfert d'argent lié à la différence entre le taux de change réel et le taux de change parallèle dans certains pays de la région. L'Égypte représente la baisse la plus importante (-15%), mais reste le pays avec les flux entrants les plus élevés (24,2 Mds USD), suivie par le Liban (6,4 Mds USD), Israël (6,3 Mds USD), la Jordanie (4,9 Mds USD), les Territoires palestiniens (3,8 Mds USD) et l'Irak (0,9 Md USD). Dans la région, les remises de fonds représentent entre 0,3% du PIB (Irak) et 28% du PIB (Liban), avec des différences notables entre les pays (6% pour l'Égypte, 1,2% pour Israël, 10% pour la Jordanie et 20% pour les Territoires palestiniens). L'année 2023 confirme une légère tendance à la baisse des remises de fonds depuis 2021, année qui représentait un pic de flux entrants pour l'Égypte (31,5 Mds USD), Israël (7,7 Mds USD), et la Jordanie (5,1 Mds USD).



ÉGYPTE

1. INDICE PMI - UNE 4^{ÈME} ANNÉE DE CONTRACTION À VENIR.

Le pays débute une quatrième année de ralentissement dans le développement du secteur privé. Le secteur manufacturier (hors hydrocarbures) continue de subir les effets des pénuries

d'approvisionnement et de l'affaiblissement de la livre égyptienne, avec un 37^{ème} mois de contraction consécutif. L'indice PMI de S&P Global, connaît une amélioration marginale et se situe autour de 48,5 contre 48,4 en novembre, restant tout de même sous la barre des 50 qui sépare la croissance de la contraction.

2. STATU QUO DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE.

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire de l'année 2023 en date du 21 décembre, la Banque Centrale d'Égypte a décidé de maintenir ses taux d'intérêt inchangés pour la troisième fois consécutive. Le taux des dépôts demeure à 19,25 % et le taux de prêt à 20,25 %. Cette décision intervient après un ralentissement de l'inflation en octobre et en novembre 2023 (34,6 % en glissement annuel), et fait suite à la décision de la Fed début décembre de maintien de ses taux directeurs. Dans [son communiqué](#), la Banque Centrale d'Égypte justifie ainsi sa décision par un ralentissement de la croissance économique mondiale et le ralentissement des pressions inflationnistes résultant en partie des différents cycles de politiques de resserrement mises en place dans les pays avancés et émergents.

3. HAUSSES DES PRIX DES PRINCIPAUX SERVICES PUBLICS AU 1^{ER} JANVIER 2024.

Le gouvernement égyptien a annoncé des hausses de prix des principaux services publics à compter du 1^{er} janvier 2024. En ligne avec l'élimination attendue des subventions dans ce secteur d'ici 2025 et alors que l'augmentation tarifaire initialement prévue en juin 2023 avait été reportée par les autorités pour alléger la pression sur les consommateurs, les prix de l'électricité pour les ménages et les entreprises enregistrent finalement une hausse comprise entre 16 et 26 % (cette nouvelle tarification sera valable jusqu'en juin 2024). En parallèle, le prix du ticket de métro augmente lui aussi (jusqu'à 20% de hausse en fonction des trajets), tandis que le secteur privé répercute également des hausses de prix sur les consommateurs, notamment sur les factures d'accès à internet (+29-33%) et de téléphonie mobile (+10-16%).

IRAK

1. FOIRE INTERNATIONALE DE BAGDAD (10-19 JANVIER).

La 47^{ème} édition de la Foire internationale de Bagdad a été inaugurée ce 10 janvier par le Premier Ministre et l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite en Irak. Cette

édition compte la participation de 20 pays étrangers, et met à l'honneur l'Arabie Saoudite (850 entreprises représentées - dont 140 saoudiennes), signe d'un fort rapprochement entre les deux pays. Pour mémoire, l'Arabie Saoudite avait déjà multiplié les annonces d'investissements en Irak en 2023 (4 Mds USD annoncés, notamment dans des centres commerciaux et le Fonds Irakien de Développement). Cette édition bénéficie en outre de la participation active de l'Allemagne, de l'Espagne et de la République tchèque. Bien qu'il n'y ait pas de pavillon français cette année, un showroom Renault est installé.

2. REVENUS PÉTROLIERS EN 2023.

Les recettes pétrolières de l'État Fédéral (hors Kurdistan irakien) se sont élevées à 97,6 Md\$ en 2023, après 115,4 Md\$ en 2022. Cette diminution de 15,4% des recettes en glissement annuel s'explique par une baisse du prix du baril exporté (79,1\$ contre 95,5 \$ en 2022, soit -17,2%), bien que le volume ait légèrement progressé à 3,38 Mb/j contre 3,31 Mb/j en 2022 - malgré la fermeture de l'oléoduc vers la Turquie depuis fin mars 2023. Pour mémoire, pour l'État Fédéral (hors Kurdistan irakien), 0,1 Mb/j transitait habituellement par cet oléoduc.

Coté Kurdistan irakien, la fermeture de l'oléoduc a entraîné l'arrêt de la totalité des exportations du Kurdistan (0,4 Mb/j). Le cabinet Deloitte n'a pas publié le montant des recettes d'exportations du Kurdistan du T1 2023, qui s'élevait à 12,3 Mds USD sur l'année 2022.

3. RÉFORME DU SECTEUR BANCAIRE.

La réforme du secteur bancaire est l'une des priorités affichées du gouvernement al-Soudani. À cet égard, le cabinet du Premier Ministre a récemment approuvé trois contrats avec le cabinet d'audit financier Ernst & Young afin de renforcer le secteur bancaire public. Le premier contrat porte sur une étude complète de la restructuration des banques publiques *Rafidain Bank* et *Rasheed Bank* attendue dans les six mois, avec des recommandations et une feuille de route. Le deuxième comprend l'étude de la fusion de la Banque industrielle, de la Banque immobilière et de la Banque agricole en une seule entité. Enfin, le troisième contrat concerne l'examen de la fusion de la Compagnie nationale d'assurance avec la Compagnie irakienne d'assurance. **Le secteur bancaire privé irakien n'est pas en reste.** Pour mémoire, la Banque Centrale avait annoncé à l'été 2023 l'augmentation des fonds propres minimums exigés pour les banques privés de 192 M\$ à 308 M\$

afin de rationaliser le nombre de banques privées et de favoriser les plus performantes d'entre elles.

IRAN

1. LES EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES À 26,4 MDS\$ AU COURS DES 9 DERNIERS MOIS.

Le Vice-Ministre de l'économie, chef de l'administration douanière, a présenté les chiffres du commerce extérieur pour les neuf premiers mois de l'année 2023-2024. Pour la première fois depuis le retrait américain du JCPoA, ces chiffres incluent les revenus issus des exportations de pétrole brut. Ainsi, sur la période, le total des exportations se serait élevé à 63,97 Mds\$ contre 48,42 Mds\$ pour les importations, soit une balance excédentaire de 15,55 Mds\$. Les exportations de pétrole brut se seraient élevées à 26,4 Mds\$ (41,3% du total), celles de gaz naturel liquéfié à 2,7 Mds\$ et celles de propane liquide à 2,3 Mds\$, soit 31,4 Mds\$ (49% du total) pour ces trois hydrocarbures agrégés. Les trois principaux produits importés sur la période auraient été le maïs destiné au bétail (2,8 Mds\$), les téléphones mobiles (2 Mds\$) et le soja (1,5 Mds\$). Hors hydrocarbures, les cinq premières destinations à l'export sur la période auraient été la Chine (10,3 Mds\$), l'Irak (6,9 Mds\$), Les E.A.U (4,7 Mds\$), la Turquie (3,3 Mds\$) et l'Inde (1,7 Mds\$). Selon le même périmètre, les cinq principaux fournisseurs du pays auraient été les EAU (15 Mds\$), la Chine (13,7 Mds\$), la Turquie (5,3 Mds\$), l'Allemagne (1,6 Mds\$) et l'Inde (1,4 Mds\$).

2. LÉGER REPLI DE L'INDICE PMI EN DÉCEMBRE 2023.

Selon la chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'activité économique était en repli pour le troisième mois consécutif fin décembre 2023 où l'indice PMI a enregistré son troisième plus bas niveau de l'année, à 49,88 points, après les mois de janvier (41,89 points) et d'avril (42,04 points). De la faible allocation de devises par la Banque Centrale et le manque de fonds de roulement pour l'importation de matières premières (**Stocks de matières premières et fournitures** = 48,64 points), de la contraction de la demande intérieure liée au faible pouvoir d'achat (**Nouvelles Commandes Clients** = 47,06 points) ainsi que de la baisse des exportations (**Exportation de Biens et services** = 43,91 points), résulte un repli de la production à 48,83 points.

ISRAËL

1. LA BANQUE CENTRALE BAISSÉ SON TAUX DE BASE DE 0,25 PT.

La Banque Centrale a baissé de 0,25pt son taux base qui s'établit désormais à 4,5% au 1^{er} janvier 2024. Cette décision est motivée par une tendance baissière de l'inflation qui devrait, dès le premier trimestre 2024, retrouver sa cible entre 1 et 3% par an. L'appréciation en termes effectifs réels du shekel, de 2% depuis le 7 octobre 2023, a aussi été prise en compte. La baisse du taux directeur va dans le sens des demandes d'une partie de la classe politique, inquiète des coûts des prêts hypothécaires. En un an les prix des logements ont toutefois décliné de 1,3% ; le marché immobilier est atone en raison de la guerre.

2. ENTREPRISES : SIGNES DE CONFIANCE OU DE NORMALISATION.

L'entreprise américaine Intel étendra ses activités dans le sud du pays grâce à la création d'une nouvelle usine de semi-conducteurs qui verra le jour dans 5 ans. Ce nouvel investissement est destiné à pérenniser l'activité d'Intel dans le pays au-delà de 2035. Il atteindrait 25 Mds USD et se double d'une aide gouvernementale israélienne de 3,2 Mds USD. L'imposition sur les bénéfices d'Intel sera en outre ramenée à 7,5% au lieu de 23%, la société s'engageant en retour à acheter en Israël pour 60 Mds ILS de fournitures et services dans les dix ans à venir. L'implantation d'Intel en Israël est ancienne. Elle dispose depuis 1974 d'une importante implantation avec 12 000 emplois, une production de puces de 10 nanomètres pour 5,5% du chiffre d'affaires export du pays.

SolarEdge, entreprise israélienne spécialisée dans la production d'onduleurs solaires pour le marché photovoltaïque a perdu 67% de sa valeur en Bourse en 2023 et avait quitté l'indice S&P 500. Le fonds BlackRock a cependant décidé de porter sa participation de 9% à 15,8% dans SolarEdge, entreprise cotée à Tel Aviv et New York. Cela représente un investissement total supérieur à 700 M de USD.

Plusieurs compagnies aériennes européennes (Air France, Transavia, Lufthansa, Swiss, Austrian Airlines, Bulgaria Air, Lot Polish Airlines, Bluebird Airways, Vueling et TUS Air) vont reprendre très prochainement leur desserte de Tel Aviv.

3. LE RENCHÉRISSEMENT DU COÛT DU FRET MARITIME VA ALIMENTER L'INFLATION.

Trois compagnies maritimes chinoises COSCO (Shanghai), OOCL (Hong Kong) et Ocean Network Express (Singapour) ont pris la décision de ne plus desservir Israël. Les coûts opérationnels et le danger lié aux attaques des Houthis en Mer Rouge semblent expliquer cette décision qui devrait contribuer au renchérissement des importations.

JORDANIE

1. LE FMI APPROUVE UN NOUVEAU MÉCANISME ÉLARGI DE CRÉDIT.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé, le 10 janvier 2024, l'accord portant sur un nouveau Mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility – EFF) pour la Jordanie, d'un montant de 1,2 Md USD et d'une durée de 4 ans. Ce programme vient remplacer l'EFF conclu en 2020 et qui devait expirer en mars 2024. 190 M USD vont dans un premier temps être mis à disposition du gouvernement jordanien. Le FMI a salué les relatives bonnes performances économiques de la Jordanie et le maintien de sa stabilité économique et financière malgré les différents chocs exogènes auxquels elle a été confrontée ces dernières années. Le programme s'appuie sur des prévisions de croissance de +2,6% en 2023 et 2024 et +3% en 2025.

2. MESURES POUR SOUTENIR LE SECTEUR DU TOURISME

Sur les 11 premiers mois de l'année 2023, la Jordanie a enregistré 5,9 M de visiteurs et 6,9 Mds USD de recettes touristiques, soit respectivement une augmentation de +29,2% et +30,5% par rapport à la même période en 2022. La contribution du secteur du tourisme au PIB au cours de l'année s'élève à 14,6%. Toutefois, le Ministre du tourisme et des antiquités a indiqué que depuis le début du conflit à Gaza, les pertes du secteur s'élèvent à 282 M USD par mois. Afin de pallier les conséquences de cette crise, le ministre a annoncé la mise en place de différentes mesures dont le report du remboursement des prêts et intérêts dus à la sécurité sociale par les établissements touristiques, la promotion du Royaume auprès des offices de tourisme étrangers, l'ouverture à de nouveaux marchés (Afrique, Russie, Chine) et la création de programmes touristiques conjoints (EAU, Grèce, Chypre).

3. OUVERTURE D'UNE NOUVELLE ROUTE COMMERCIALE AVEC L'ÉGYPTE.

À la suite de la décision de plusieurs compagnies maritimes de suspendre leurs opérations en Mer Rouge et leur transit par le détroit de Bab el-Mandeb, la Jordanie a annoncé l'ouverture d'une route alternative pour ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis et l'Europe, en particulier pour ses exportations industrielles et agricoles. Cette route, lancée en coordination avec le gouvernement égyptien, doit relier Aqaba aux ports égyptiens de la Méditerranée. L'objectif est également de permettre à une partie du commerce du Nord de l'Arabie Saoudite et de l'Est de l'Irak d'être redirigée vers cette nouvelle route.

4. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL FIN OCTOBRE 2023.

Selon le Département des statistiques (DoS), sur les 10 premiers mois de 2023, le déficit commercial a diminué de -9% par rapport à la même période en 2022, pour atteindre 11,4 Mds USD fin octobre 2023. Les importations ont diminué de -6,1% en glissement annuel, pour atteindre 22 Mds USD. Les importations de produits pétroliers, qui représentent 16,6% du total des importations, ont notamment baissé de -15,1% en g.a. Les exportations ont elles diminuées de -2,1% en g.a., pour atteindre 10,4 Mds USD, dont 9,7 Mds USD d'exportations nationales (-2,1% en g.a.) et 781,3 M USD de réexportations (-6,1% en g.a.). La plupart des exportations nationales sont en baisse : le textile (15% des exportations, -13,1% en g.a.), les engrais (11,1% des exportations, -15,1% en g.a.), la potasse (7,6% des exportations, -37,1% en g.a.) et le phosphate (6,8% des exportations, -23,4% en g.a.). En revanche, les exportations de bijoux et pierres précieuses (9% des exportations, +71,2% en g.a.) et les produits pharmaceutiques (5,5% des exportations, +22,8% en g.a.) observent une hausse.

LIBAN

1. NOUVELLE RÉCESSION EN 2023 SELON LA BANQUE MONDIALE.

Selon le dernier *Lebanon Economic Monitor* de la Banque Mondiale, les perspectives de redressement de l'économie libanaise s'assombrissent à l'aune du conflit au Proche-Orient. Avant octobre, la croissance du Liban était estimée à +0,2% pour l'année 2023, portée par les recettes touristiques en hausse, le niveau des remises de fonds et la stabilisation de l'activité du secteur privé. Le scénario d'une nouvelle année de récession en 2023 semble à présent prévaloir et le taux de croissance devrait osciller entre -0,6% et -0,9%, notamment à

cause de la baisse des recettes touristiques dans un contexte de conflit et de la contribution moindre des exportations nettes à la croissance du PIB réel. Le déficit budgétaire est par ailleurs estimé atteindre 1,3% du PIB en raison des dépenses liées aux fonctionnaires et à l'Électricité du Liban. Le rapport anticipe également une accélération de l'inflation, qui atteindrait +231% en 2023 (contre +171% en 2022). La Banque Mondiale note cependant quelques signes encourageants en matière de politique monétaire depuis l'été, ainsi qu'une réduction du déficit courant à 13% du PIB en 2023 (contre 33% du PIB en 2022).

2. MAINTIEN DU NIVEAU DES RÉSERVES DE LA BANQUE DU LIBAN À LA FIN DÉCEMBRE 2023.

Selon les dernières statistiques de la Banque du Liban, les réserves en devises étrangères (excluant les *Eurobonds* détenus par la Banque Centrale) atteignaient 9,5 Mds USD à la fin du mois de décembre 2023, soit une baisse de -6,5% par rapport à fin décembre 2022. Ce chiffre confirme toutefois la légère progression des réserves observée ces 4 derniers mois, qui avaient atteint un point bas à 8,6 Mds USD en juillet 2023. Les réserves d'or ont quant à elle atteint 19,2 Mds USD à la fin de l'année 2023, soit une hausse de +15% sur un an, dans un contexte de hausse marquée des cours mondiaux de l'or.

PALESTINE

1. LE GOUVERNEMENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE EMPRUNTE À NOUVEAU.

Le gouvernement de l'Autorité palestinienne a obtenu un prêt groupé de 388 M USD de plusieurs banques palestiniennes, selon le Ministère des Finances, pour couvrir une partie des salaires et indemnités des employés du secteur public et pour de la restructuration de dettes. Cette manœuvre financière intervient dans le contexte d'une crise de liquidités, permettant au gouvernement de régler une partie de ses obligations.

Le montant du nouveau prêt ainsi que les revenus collectés localement (118 M USD) ont ainsi permis au gouvernement de régler **i)** les acomptes de retard des employés auprès des banques jusqu'au 30 novembre (130 M USD); **ii)** les facilités récemment accordées par les banques en faveur des employés du secteur public (120 M USD); **iii)** une partie de ses dettes auprès des fournisseurs du secteur privé (60 M USD), ainsi que **iv)** 65% des salaires des agents publics pour le mois de novembre.

2. ACCORD DE COOPÉRATION POUR LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS DE LA BANDE DE GAZA.

Le Ministère du Travail, représenté par le Fonds palestinien pour l'emploi, et le Fonds arabe pour le développement économique et social ont signé un accord de coopération pour un montant de 2,4 M USD pour répondre aux besoins fondamentaux des travailleurs gazaouis dont les permis de travail ont été révoqués par les autorités israéliennes au lendemain du 7 octobre 2023.

Le Ministère du Travail a déclaré dans un communiqué de presse qu'en vertu de cet accord, des aides d'urgence seront distribuées tous les trois mois aux dits travailleurs pour couvrir les dépenses de première nécessité. Selon les données officielles, le nombre de travailleurs gazaouis disposant de permis de travail valides avant le 7 octobre était de 18 500. La majorité d'entre eux se trouvait cependant au sein de l'enclave lors de la journée du samedi 7 octobre, du fait des fêtes de Souccot et de Shabbat.

3. SITUATION ÉCONOMIQUE À LA FIN 2023.

Le Bureau central palestinien des statistiques (PCBS) et l'Autorité monétaire palestinienne (PMA) ont publié un communiqué de presse conjoint sur l'économie palestinienne pour l'année 2023.

Selon le communiqué, les répercussions de la crise de Gaza sur l'économie de la Cisjordanie au cours du quatrième trimestre de 2023 ont entraîné une baisse du PIB de la Palestine en 2023 d'environ 6 %, avec une valeur estimée à 1 Md USD par rapport à 2022, alors que l'économie palestinienne était censée atteindre une croissance de 3 %.

L'indice des prix à la consommation en Palestine a augmenté d'environ 6 % par rapport à 2022 (4,8 % en Cisjordanie, 9,7 % dans la bande de Gaza). De plus, au niveau de la main-d'œuvre, en glissement annuel, le taux de chômage en Palestine est passé de 25,5 % en 2022 à 30,7 % (18% en Cisjordanie et 53% dans la bande de Gaza).

SYRIE

1. RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES D'ÉTAT.

Le régime syrien a entrepris la restructuration de plusieurs entreprises industrielles d'État afin d'améliorer l'efficacité et la supervision. Cela s'est notamment illustré le 6 janvier lors de la fusion d'une entreprise et d'une entité sectorielle de coordination en une seule organisation (Société Générale pour la fabrication et la commercialisation du ciment et des matériaux de construction). Au nombre de 100 avant 2011, les entreprises manufacturières publiques ont subi de nombreuses fusions ou liquidations au cours des dernières années. Pour les entreprises encore sous supervision du Ministère de l'industrie, le niveau d'implication de l'État varie selon les secteurs. L'industrie du ciment bénéficie par exemple de fuel subventionné pour la production, tandis que l'État maintient un monopole de production sur des segments de la chaîne de production de coton et sur l'embouteillage de l'eau.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr